

# Traverser les périodes de conflits avec confiance : L'assurance contre les troubles civils

Assurance contre les perturbations sociales

CHUBB®

Guide

Traverser les périodes de conflits avec confiance :  
l'assurance contre les troubles civils

# Sommaire

## **Présentation des outils 03**

Les outils en un coup d'œil

## **La menace croissante et les conséquences des troubles civils 04**

Pourquoi les grèves, émeutes et troubles civils  
constituent-ils une menace croissante pour votre entreprise?

## **Les fondamentaux de l'assurance contre les cas de SRCC (Strikes, Riots, Civil Commotion) 07**

Les principales définitions et difficultés  
que vous devez connaître

## **Éléments juridiques à prendre en compte 12**

Problèmes juridiques courants auxquels il  
faut prêter attention

## **Listes des actions menées par les entreprises 13**

Mesures pratiques à prendre pour protéger  
votre entreprise

## **Nous contacter 14**

Contactez nos experts

# Présentation des outils



Les affrontements entre manifestants et forces de l'ordre peuvent aboutir non seulement à l'endommagement des locaux, mais aussi à l'interruption des activités, entraînant ainsi des pertes financières potentiellement importantes

La fréquence des cas de grèves, d'émeutes et de troubles civils (SRCC) augmente dans le monde entier. Que ce soit aux États-Unis, en Europe, en Amérique latine ou en Asie, les perturbations sociales ont un effet spectaculaire sur la société et ont un impact tout aussi considérable sur les activités des entreprises.

Il s'agit d'un risque que les dirigeants d'entreprises ne peuvent se permettre d'ignorer. Les affrontements entre manifestants et forces de l'ordre peuvent aboutir non seulement à l'endommagement des locaux, mais aussi à l'interruption des activités, entraînant ainsi des pertes financières potentiellement importantes. Pour pouvoir minimiser ces risques, les entreprises doivent veiller à disposer d'une couverture d'assurance appropriée et solide. Cependant, la disponibilité d'une couverture contre les risques de SRCC évolue, à mesure qu'un monde toujours plus turbulent et la croissance de ces risques poussent les assureurs à revoir la protection contre les

cas de SRCC. Bon nombre d'entre eux s'éloignent de la méthode traditionnelle d'inclusion dans les polices d'assurance dommages aux biens pour adopter une couverture plus sectorielle et individuelle.

Les présents outils s'intéresseront aux cas de perturbations sociales ainsi qu'à l'impact qu'ils ont sur votre entreprise. Nous vous fournirons les outils dont vous avez besoin pour mieux comprendre le paysage des risques en évolution et pour vous assurer d'avoir mis en place une couverture d'assurance appropriée.

Chubb souhaite vous aider à vous assurer que vous trouverez la bonne assurance contre les cas de SRCC pour votre entreprise.

Piers Gregory


**Responsable « Terrorisme et violences politiques », Chubb Overseas General**

## Utiliser à les présents outils - en un clin d'œil

Les présents outils expliqueront:

- La menace croissante des troubles civils
- Les risques immédiats et à venir auxquels est confrontée votre entreprise
- Les fondamentaux de l'assurance contre les cas de SRCC et la façon dont elle est proposée
- Les problèmes que présente l'assurance contre les cas de SRCC
- Le contexte juridique
- Les conseils pratiques pour veiller à ce que votre entreprise soit correctement couverte





Traverser les périodes de conflits avec confiance :  
l'assurance contre les troubles civils

## Section 1

# La menace croissante et les conséquences des troubles civils

La première étape de la préparation de votre entreprise consiste à comprendre le contexte des risques SRCC en évolution.

## Pourquoi les grèves, émeutes et troubles civils constituent-ils une menace croissante pour votre entreprise ?

Les cas de grèves, d'émeutes et de troubles civils (SRCC) sont en hausse à l'échelle internationale. Non seulement ils deviennent plus fréquents, mais en plus ils gagnent en ampleur et en violence, et coûtent extrêmement chers, tant pour les entreprises que pour les assureurs.

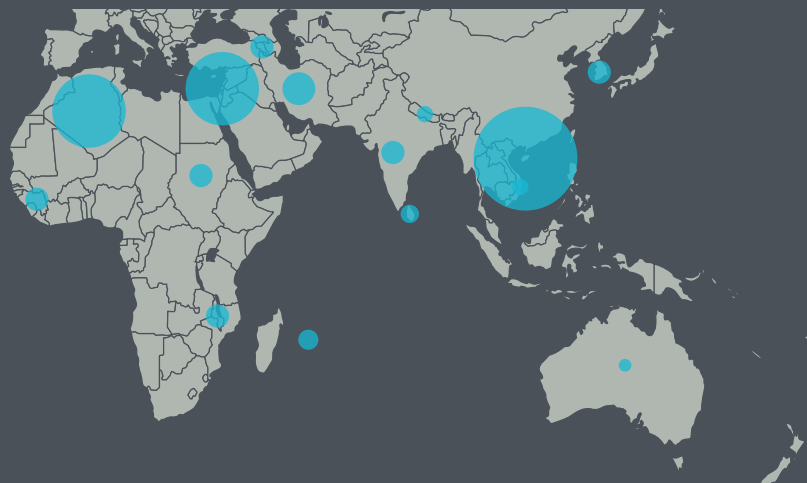
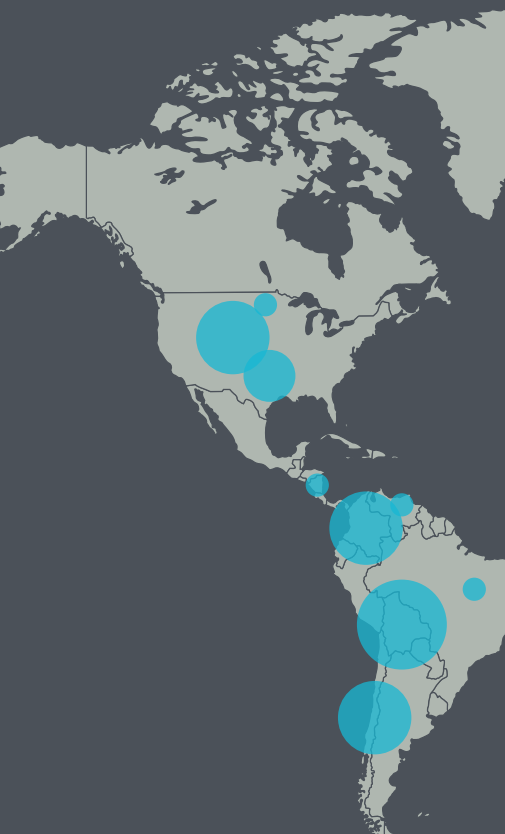
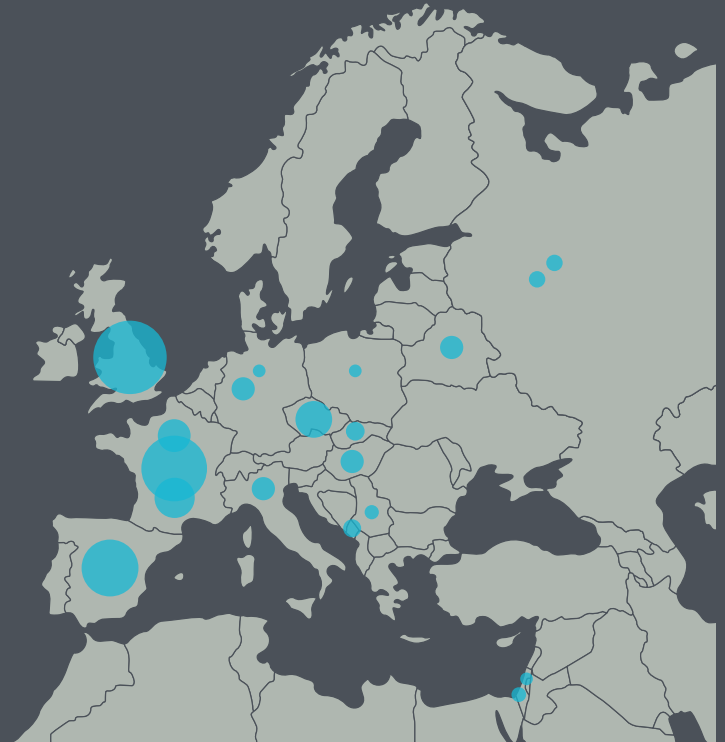
Les décideurs doivent comprendre pleinement les menaces auxquelles sont exposés leurs actifs, opérations et chaînes d'approvisionnement afin de se préparer aux éventuels risques de SRCC.

Les données ci-dessous indiquent la hausse de l'ampleur et l'impact financier des récents événements de troubles civils, tandis que la page suivante présente les principales tendances des risques dont nos analystes pensent qu'elles persisteront au cours des années à venir.

### Les troubles civils de grande ampleur ont augmenté au cours des trois dernières années

Manifestations de plus de 30 000 personnes dans le monde entier motivées par des facteurs économiques, politiques ou liés à la corruption

● Nombre de cas de SRCC



## Les principaux risques de SRCC auxquels votre entreprise sera confrontée en 2021 et au-delà

### 1 Réseaux sociaux et fausses informations

Les organisateurs de mouvements sociaux accèdent à des plateformes telles que Facebook, Instagram et WhatsApp pour rallier de nombreuses personnes à des grèves, émeutes et troubles civils dans le monde entier. De ce fait, le pouvoir des réseaux sociaux exacerbe les risques auxquels sont exposés vos locaux, employés et chaînes d'approvisionnement.

### 2 Les répercussions économiques et politiques de la COVID-19

Les manifestations contre les confinements et autres mesures gouvernementales sont en voie de durer dans de nombreux pays, tandis que les inégalités croissantes des revenus pourraient également alimenter les troubles sociaux. Les entreprises et les gouvernements devront gérer les conséquences financières de la pandémie tout en se protégeant contre le risque de troubles civils croissants.

### 3 Troubles politiques

Les manifestations portant sur des problèmes tels que le coût de la vie, la corruption et l'autoritarisme se transforment souvent en affrontements violents avec les forces de l'ordre. Les inégalités croissantes ainsi que les griefs sociaux non réglés impliquent que d'autres tensions pourraient éclater dans des régions instables telles que l'Amérique latine, l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient. Par conséquent, les entreprises devront exercer leurs activités dans des environnements commerciaux toujours plus complexes.

### 4 L'essor du populisme

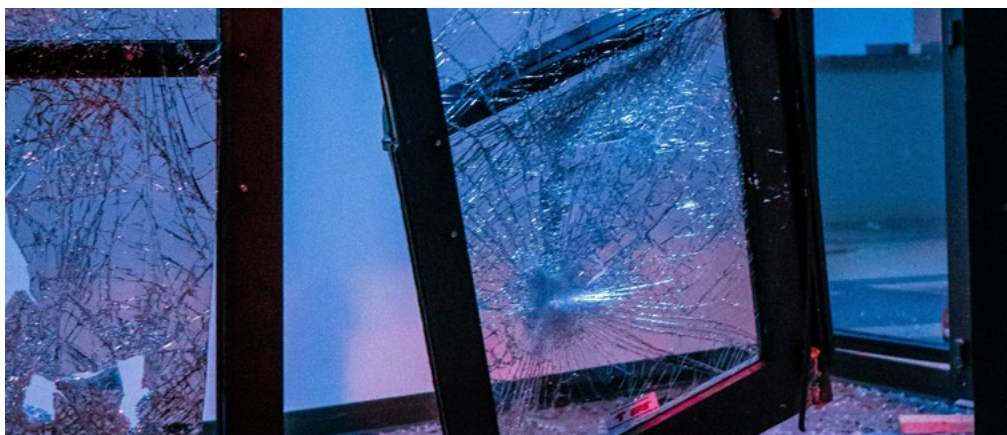
Le populisme gagne du terrain dans la politique mondiale, même dans les pays développés. Des problèmes tels que le Brexit au Royaume-Uni et les manifestations contre les inégalités sociales ont entraîné des perturbations comme on en avait rarement vu auparavant. Dans le monde entier, les voix nationalistes se font davantage entendre. Les entreprises doivent proactivement se tenir informées de l'évolution géopolitique afin d'éviter d'être prises au dépourvu

### 5 Risques émergents

Le paysage géopolitique est plus mouvant que jamais et présente en permanence de nouveaux problèmes qui menacent sérieusement les entreprises. Le changement climatique en est un bon exemple. Puisque les entreprises sont en proie à des tensions croissantes, les activistes sont susceptibles de se livrer à des actes de violence stratégiquement planifiés à l'encontre des entreprises qui ne répondent pas à leurs attentes. Les entreprises doivent veiller à disposer d'une couverture d'assurance qui soit suffisamment résistante pour faire face à un monde en constante évolution.

“

Les entreprises doivent veiller à disposer d'une couverture d'assurance qui soit suffisamment résistante pour faire face à un monde en constante évolution







## Section 2

# Les fondamentaux de l'assurance contre les cas de SRCC

Étant donné l'augmentation de la demande de produits d'assurance qui apportent une protection contre les sinistres découlant d'actes motivés par la politique, il est essentiel de savoir ce que couvre votre police

Les causes premières et fondamentales peuvent être diverses et complexes, mais il est indéniable que nous vivons dans une période de troubles civils accrus. Comme l'on peut s'y attendre, la demande de produits d'assurance qui apportent une protection contre les sinistres découlant d'actes motivés par la politique est en hausse elle aussi. Il convient de noter que sur de nombreux marchés du monde, les polices traditionnelles d'assurance contre les pertes d'exploitation ne prévoient pas (et n'ont pas vocation à prévoir) une couverture exhaustive des pertes causées par tous les actes motivés par la politique. Au lieu de cela, les polices d'assurance contre les violences politiques sont souscrites afin de combler les lacunes de couverture et d'instaurer un climat de confiance, mais les limites entre les polices d'assurance dommages aux biens et celles couvrant les violences politiques ne sont pas toujours nettes.

### **La couverture des cas de SRCC dans les polices d'assurance contre les dommages aux biens**

Les polices d'assurance dommages aux biens traditionnelles couvrent en

général « tous les risques de perte ou de dommage matériel(le) », si bien que les entreprises ont jusqu'ici trouvé une protection contre les dommages liés aux cas de SRCC au sein de leur police d'assurance dommages aux biens. Pour l'essentiel, cela signifie que les SRCC sont prévus de la même manière que tout autre risque de dommages aux biens couvert.

Cela dit, en grande partie du fait d'un environnement de sinistre relativement bénin, la couverture contre les cas de SRCC a ensuite été intégrée après coup par les assureurs moyennant une prime supplémentaire négligeable ou nulle. En effet, les compagnies d'assurance dommages aux biens n'avaient pas initialement analysé le risque ni utilisé certains des outils d'évaluation nécessaires pour anticiper des risques importants du type SRCC.

### **La couverture des cas de SRCC dans les polices d'assurance contre les violences politiques**

Les assureurs spécialisés acceptent les risques que les assureurs traditionnels tentent d'éviter. Ils assistent à

## Traverser les périodes de conflits avec confiance : l'assurance contre les troubles civils

une demande accrue d'assurance contre les violences politiques, car les compagnies d'assurance dommages aux biens traditionnelles commencent à atténuer l'exposition aux perturbations sociales.

Les clauses relatives aux événements SRCC sont caractéristiques des polices d'assurance contre les violences politiques et le terrorisme, qui incluent d'autres couvertures difficiles à trouver sur le marché des assurances dans son ensemble. Ces couvertures sont proposées dans un contrat distinct ou

indépendant des polices d'assurance contre les dommages aux biens. Les compagnies d'assurance qui couvrent les violences politiques ont recours à des outils particuliers d'évaluation des risques et prennent en compte plusieurs facteurs lors de l'évaluation de ce risque notamment en déterminant le coût de la prise de risque.

Parmi les facteurs cruciaux à prendre en compte figure le risque pays, à savoir le risque que des troubles civils de grande ampleur aient des

répercussions non seulement sur un lieu ou une zone précis(e), mais sur un pays entier ou une région entière. De bons exemples de ce phénomène résident dans les manifestations et troubles à l'échelle nationale auxquels nous avons assisté pendant le Printemps arabe, et plus récemment au Chili et aux États-Unis. Le tableau ci-dessous résume certaines des principales façons dont la couverture contre les cas de SRCC est proposée sur les marchés des assurances contre les dommages aux biens et les violences politiques.

### Polices d'assurance contre les dommages aux biens

- Les événements SRCC sont traditionnellement couverts par des polices d'assurance dommages aux biens tous risques sauf
- La couverture est donnée par sinistre et à hauteur de la limite totale de la police
- La couverture n'est habituellement pas définie ni explicitement exclue
- Le pillage n'est habituellement pas exclu

### Polices d'assurance contre les violences politiques (VP)

- La couverture contre les événements SRCC est offerte de façon favorable par le biais des polices d'assurance Violences Politiques
- La couverture est donnée en agrégat annuel
- Les événements sont définis de façon à dissocier chaque risque tout en donnant une couverture large
- Le pillage est habituellement exclu



# Définitions des événements Violence Politique

Diverses définitions techniques peuvent figurer dans des polices d'assurance contre les événements de Violence Politique. Les sinistres découlant d'actes motivés par la politique sont divers. La palette des événements Violence Politique s'étend des actes de terrorisme aux actes de sabotage, en passant par les émeutes, les grèves, les troubles civils, les coups d'État, les révolutions, les rébellions, les guerres, les guerres civiles et les soulèvements. Cependant, l'application des définitions peut souvent s'avérer difficile puisque les situations manquent parfois de clarté et sont instables, fusionnant les unes avec les autres.

Les formes suivantes de risques de violences politiques existent et sont en général définies comme suit :

## **Vandalisme**

Sinistre/dommage résultant d'un acte malveillant commis lors d'atteintes à l'ordre public.

## **Insurrection**

soulèvement populaire violent des citoyens contre leur gouvernement

## **Révolution**

renversement d'un régime ou système politique par ses citoyens

## **Rébellion**

Résistance civile armée consciente et organisée contre les lois d'un gouvernement souverain.

## **Coup d'État**

Renversement soudain, violent et illégal d'un gouvernement souverain.

## **Mutinerie**

opposition intentionnelle à un officier de grade supérieur de la part de membres des forces armées régulières ou des forces de maintien de la paix

## **Guerre**

Conflit opposant deux nations souveraines ou plus, déclaré ou non déclaré;

## **Guerre Civile**

lutte de groupes armés ou forces armées opposant des citoyens ou sujets du même pays ou de la même nation

## **Grève**

la cessation du travail visant à faire accepter des doléances par un employeur ou à protester contre une mesure ou une situation.

## **Émeute**

Toute perturbation violente causée par un groupe de personnes rassemblées pour servir une cause commune, qui menace la paix publique.

## **Troubles civils**

Tout soulèvement violent de grande ampleur de la part d'un groupe de personnes rassemblées pour servir une cause ou intention commune.

## **Acte terroriste**

Un acte ou une série d'actes, notamment le recours à la force ou à la violence, mené(e) par une personne ou par un/plusieurs groupe(s) de personnes, agissant seule/seul(s) ou au nom d'une organisation à des fins politiques, religieuses ou idéologiques.

## **Sabotage**

Tout acte ou d'une série d'actes subversifs commis à des fins politiques, religieuses ou idéologiques, y compris dans l'intention d'influencer un gouvernement et/ou de terroriser le public à de telles fins.

La mesure dans laquelle ces descriptions sont considérées comme des termes officiellement définis est contestée et soumise à la juridiction compétente où le risque se présente.

Traditionnellement, les assurés estimaient que la couverture des risques de SRCC était prévue dans leur police d'assurance contre les dommages aux biens. Compte tenu d'incertitude tant en termes de perspectives de risque qu'en termes de limites de couverture, cette tendance évolue.



# Les principales problématiques liées aux l'assurance des évènements SRCC

Les cas et causes de SRCC sont multiples. Il en va de même du traitement des sinistres, notamment lorsque les formulations des polices manquent de concision et de clarté. Ci-après figurent certains des principaux problèmes rencontrés en traitant les sinistres liés aux cas de SRCC.

## **Définition des évènements**

Qu'est-ce qui constitue des troubles civils ou une émeute ? Puisque la fréquence et l'ampleur des cas de troubles civils augmentent, et que les menaces se recoupent et s'aggravent au fil du temps, les limites entre les différents termes et leurs définitions sont de moins en moins nettes. Il peut s'avérer difficile de classer les troubles civils dans une catégorie précise. Il est bien plus difficile de définir un évènement SRCC qu'un tremblement de terre ou une inondation.

## **Influences extérieures**

Les réseaux sociaux, les divers organes de presse et les fausses informations peuvent déformer la réalité factuelle, donnant souvent l'impression d'un évènement ne relevant pas toujours des définitions contractuelles ni de la jurisprudence.

## **Contexte juridique**

Bien que les cas de troubles civils de grande ampleur soient de plus en plus fréquents, il n'existe pas de jurisprudence conséquente sur de nombreux territoires concernant l'interprétation des risques habituellement couverts par les polices d'assurance contre les violences politiques, et l'interprétation de tels risques variera inévitablement d'un territoire à l'autre.

## **Un environnement de risque mouvant**

Les évènements peuvent se produire sur une durée prolongée, différents acteurs ayant diverses motivations. Pendant le Printemps arabe, nous avons assisté à une association d'émeutes à faible risque, allant du terrorisme, avec l'émergence de l'état islamique, à la guerre civile, tous ces faits s'inscrivant dans le cadre du même évènement, mais se produisant sur une durée prolongée.

## **Déterminer les faits**

Les assureurs se heurtent souvent à des difficultés en cherchant à obtenir des preuves factuelles fiables. C'est notamment le cas lorsque les personnes à l'origine de dommages



matériels aux biens ne souhaitent pas assumer leur responsabilité et lorsque leurs motivations manquent de clarté.

#### **Limites de temps**

Les limitations de temps contenues dans une police peuvent susciter des désaccords entre les parties, notamment du fait que les épisodes d'instabilité sociale peuvent durer plusieurs mois.

#### **Parvenir à un consensus entre les assurés et les courtiers**

Les exclusions, dans les polices d'assurance contre les dommages aux biens, des risques tels que le terrorisme ou la guerre peuvent

avoir une interprétation large englobant des événements bien plus conséquents que ce à quoi s'attendent souvent les assurés. La définition classique du terrorisme a au départ été établie en réponse aux actes de terrorisme de grande ampleur tels que les attentats du 11 septembre, et pas nécessairement en réponse à des troubles civils tels que ceux s'étant produits dans des régions du monde comme Hong Kong, la France, le Chili et les États-Unis au cours des 24 derniers mois.

Il peut s'avérer difficile pour les clients de gérer un sinistre lorsque

les parties ne sont pas d'accord sur l'interprétation. Mais il est possible d'atténuer ces problèmes avec l'aide de courtiers et d'assureurs spécialisés qui connaissent bien le marché de l'assurance violence politique, comprennent comment ce risque de plus en plus volatil a évolué et, en définitive, préconisent la solution la plus appropriée en matière d'assurance.

Les dirigeants d'entreprises doivent travailler en étroite collaboration avec leurs services de gestion des risques pour veiller à ce que la couverture d'assurance soit adaptée.

## **Synthèse**

- L'assurance contre les événements SRCC a traditionnellement été prévue dans les polices d'assurance dommages aux biens.
- Cependant, en conséquence de l'augmentation des perturbations sociales à l'échelle mondiale, de nombreux assureurs hésitent désormais à apporter une protection contre les cas de SRCC dans les polices d'assurance dommages aux biens
- Au lieu de cela, les couvertures indépendantes violence politique couvrant les événements SRCC peuvent être fournies par un assureur spécialisé
- Les assureurs couvrant les violences politiques utilisent des outils particuliers d'évaluation des risques afin d'évaluer les risques de SRCC, en apportant une assurance dont les conditions tendent à être plus strictes et plus rigoureuses que celles proposées par des assureurs traditionnels
- Les couvertures contre les événements SRCC peuvent être acquises par le biais de produit indépendant ou d'extensions d'autres polices
- Les sinistres peuvent être compliqués par plusieurs facteurs, si bien qu'une plus grande clarté est exigée dans la formulation des garanties





### Section 3

# Facteurs juridiques à prendre en compte

Plusieurs problèmes juridiques se posent habituellement concernant les déclarations de sinistre ou de dommage subi lors de troubles civils

Lorsque la police prévoit une couverture « tous risques » du sinistre ou des dommages aux biens, il est probable que le sinistre ou dommage allégué soit couvert, à moins que la police ne contienne une exception applicable. Les polices de cette nature ont par le passé exclu les formes plus « graves » de troubles civils, tels que des actes de terrorisme, des risques de guerre, l'insurrection et la rébellion, etc. Cependant, l'on a récemment assisté à une tendance à exclure des polices d'assurance « tous risques » ce qui était auparavant considéré comme des formes moins graves de troubles civils, tels que les risques de SRCC.

Lorsque la police en question est fournie en fonction des « périls dénommés » et qu'elle énumère les risques de violences politiques qu'elle couvre, il incombe à l'assuré de démontrer que le sinistre ou dommage a été causé par l'un des risques désignés. Ceci peut amener les assurés à éprouver des difficultés

à présenter des preuves en cherchant à démontrer, par exemple, que le sinistre qu'ils ont subi a été causé par un évènement SRCC.

S'agissant des deux polices pouvant couvrir ce type d'évènements (assurance généraliste vs assurance spécifique, le principal facteur à prendre en compte est la question de savoir comment les risques concernés (soit les risques exclus dans une couverture « tous risques », soit les risques couverts dans des polices violences politiques) sont définis dans la formulation. Il sera tout autant pertinent de déterminer le droit et la compétence auxquels est soumise la police. Différents territoires peuvent interpréter et appliquer les diverses définitions de manières différentes.



## Section 4

# Listes des actions menées par les entreprises

L'anticipation peut permettre d'atténuer les problèmes complexes susceptibles de se produire lors de perturbations sociales

Si votre entreprise subit des pertes lors de perturbations sociales, elle est susceptible d'être confrontée à des problèmes complexes. Vous pouvez minimiser ces derniers en veillant à disposer des bonnes connaissances, en posant les bonnes questions et en ayant étudié attentivement le contenu de votre programme d'assurance.

Suivez notre liste d'actions à mettre en place ci-dessous pour atténuer les impacts de ces risques:

- Soyez bien informé(e). Tenez-vous informé(e) de l'évolution des risques en souscrivant à des services d'alerte axés sur les risques politiques à l'échelle internationale
- Prêtez une attention particulière aux définitions des événements SRCC figurant dans votre police et revoyez-les à chaque renouvellement. Vérifiez si les polices appliquent des limites par sinistre ou en agrégat annuel. Vos services juridiques et de gestion des risques, ainsi que votre courtier en assurance, doivent pouvoir vous y aider.

Examinez les couvertures SRCC incluses dans l'ensemble de vos polices d'assurance et vérifiez si elles se recoupent. Dans l'idéal, les polices d'assurance dommages aux biens et violence politique doivent concorder avec la couverture qu'elles prévoient.

- Évaluez la nécessité de souscrire une couverture supplémentaire contre les événements SRCC.

- Collectez les données sur vos activités qui pourraient être affectées par la réalisation de tels risques. Si un quelconque épisode de SRCC se produit, cela vous permettra de vous tenir informé(e) de l'évolution des pertes.
- Veillez à ce que votre service de gestion des risques ait accès aux ressources d'expert appropriées,
- Travaillez en étroite collaboration avec votre courtier et vos assureurs afin d'échanger des informations et d'établir un dialogue.
- Collaborez avec les experts désignés par les assureurs et avec tout conseiller auquel vous faites appel pour veiller à donner une image précise des faits.

# Contactez-nous pour obtenir de plus amples informations

## **Chubb**

### **Laura Schutrumpf**

Responsable Terrorisme et Violences Politiques,  
Chubb France  
T +33 1 80 20 17 44  
E [laura.schutrumpf@chubb.com](mailto:laura.schutrumpf@chubb.com)

### **Piers Gregory**

Responsable du terrorisme et des violences politiques,  
Chubb Overseas General  
T + 44 203 964 7499  
E [piers.gregory@chubb.com](mailto:piers.gregory@chubb.com)

### **Kevin Smith**

Vice-président du traitement des réclamations,  
Chubb Overseas General  
T +44 7833 255 432  
E [kevin.smith4@chubb.com](mailto:kevin.smith4@chubb.com)

Ou visitez notre site Internet:  
[Chubb.com](http://Chubb.com)

## **Kennedys**

[Kennedyslaw.com](http://Kennedyslaw.com)  
25 Fenchurch Avenue  
London EC3M 5AD





Chubb.com



Chubb. Insured.<sup>SM</sup>

Chubb European Group SE, entreprise régie par le Code des assurances, au capital social de 896 176 662 euros, sise La Tour Carpe Diem, 31 Place des Corolles, Esplanade Nord, 92400 Courbevoie, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 450 327 374.

FRA8087 AL 10/21